



Bonjour Staff, l'équipe de rédaction vous souhaite le meilleur pour 2020 ainsi qu'à vos proches et vous remercie pour votre confiance. Voici votre e-revue juridique hebdomadaire 100% profilée selon les secteurs suivants :

- Audiovisuel & Cinéma
- Presse & Edition
- Propriété intellectuelle
- Publicité & Marketing
- Numérique & E-commerce
- Image & Photographie
- Données personnelles
- Consommation & Consommateurs

Avec votre accès, vous bénéficiez des services Premium suivants : i) Licence de reproduction de 15 articles / mois sur tous vos supports ; ii) Questions / Réponses juridiques gratuites ; iii) Avocat ? votre référencement sur [Lexsider.com](https://www.lexsider.com) et mise en relation client gratuite.

Merci à tous nos abonnés, récents ou plus anciens qui nous suivent : Europacorp / ARTE TV / Lagardère Active / Groupe La Poste / INA / Ouest France / Vinted....

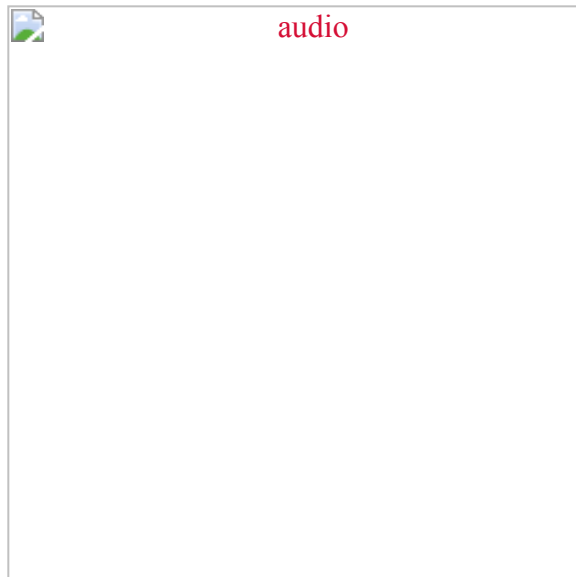
Bonne lecture. La Rédaction

Audiovisuel | Cinéma

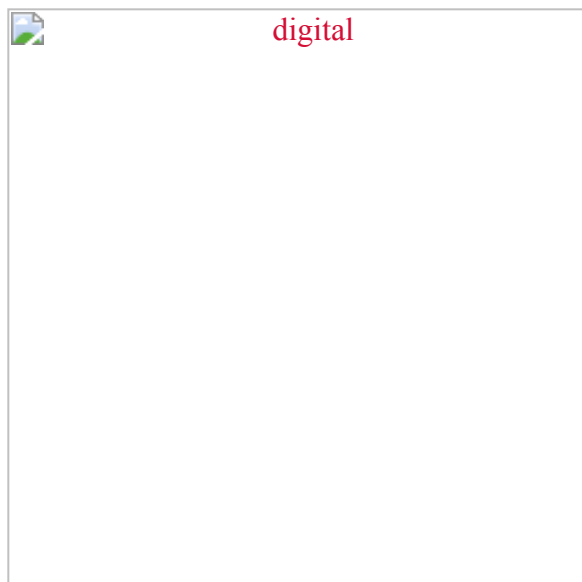
La France insoumise c/ CSA

La France insoumise a été déboutée de son action en extension de son temps de parole politique (élection des représentants français au Parlement européen) dirigée contre le CSA. Il n'apparaissait pas qu'en fixant à 18 minutes et 37 secondes la durée totale des émissions dont bénéficiait l'association "

Lire



Audiovisuel : changement de classification d'un emploi



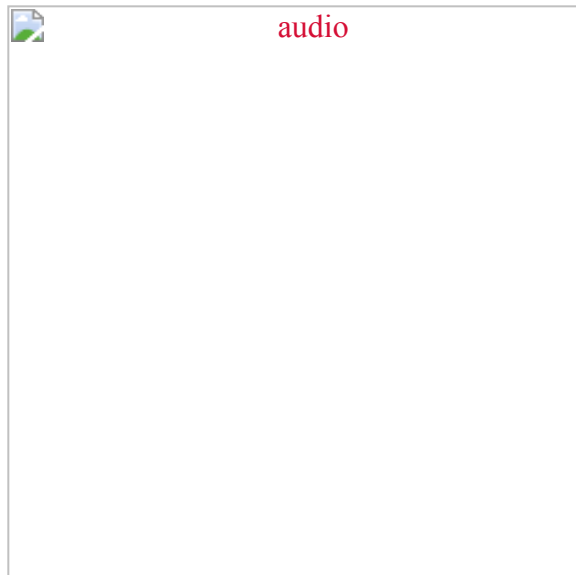
Dans cette affaire, les fonctions réellement exercées par le salarié étaient celles d'un coordinateur d'antenne statut cadre et non de technicien vidéo non cadre. Le salarié coordonnait les opérations visant à faire respecter le bon déroulement du conducteur antenne, il gérait les temps d'antenne, les directs, les remplacements de programmes, les rediffusions, pilotait la bonne diffusion

Lire

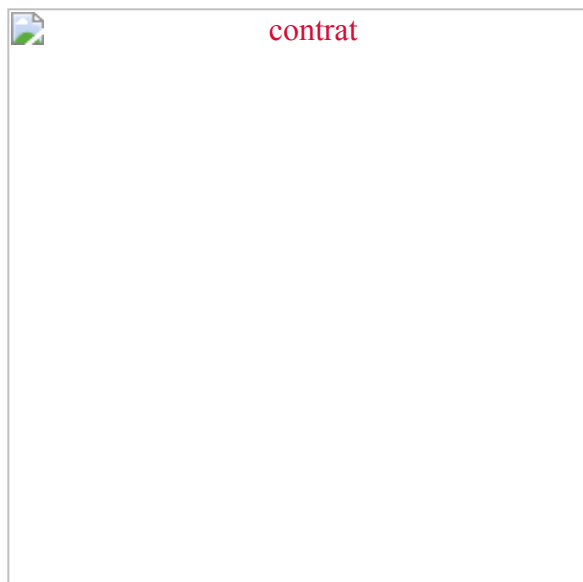
Requalification en CDI chez TF1 Productions

Prudence quant à l'abus de CDD d'usage.
Un salarié engagé par la société TF1, par 118 contrats à durée déterminée (CDD) successifs depuis près de 10 ans, a obtenu la requalification de sa collaboration en CDI.

Lire



CDD d'usage : quel risque de travail dissimulé ?



L'abus de CDD d'usage n'expose pas l'employeur à une condamnation pour travail dissimulé. En application des dispositions des articles L. 8821-1 et suivants du code du travail, tout employeur a l'interdiction de recourir à toutes formes de travail totalement ou partiellement dissimulé. Il est prohibé d'avoir recours à la dissimulation d'activité ainsi qu'à la dissimulation d'emploi salarié

Lire

Presse | Edition

Affaire Le Petit Futé

Le statut de rédacteur auteur est distinct de celui de journaliste. Le rédacteur auteur ne bénéficie pas d'une présomption de contrat de travail.

[Lire](#)

Contrat d'édition : la reddition des comptes



Une bonne reddition des comptes suppose de bien encadrer contractuellement les invendus mais aussi les ventes par les circuits intermédiaires (ventes en club, diffuseurs tiers ...).

[Lire](#)

Rachat du groupe Nice Matin autorisé

L'Autorité de la concurrence (décision en cours de publication) a validé la prise de contrôle exclusif du groupe Nice-Matin (GNM), qui édite les titres Nice-Matin, Var-Matin et Monaco-Matin, par la société holding NJJ (Le Monde, L'Obs)

[Lire](#)

Grand-reporter femme : la discrimination de carrière



Si la rémunération perçue par une journaliste femme ne peut caractériser une discrimination salariale, l'employeur peut toujours être condamné pour avoir créé une inégalité de traitement en n'accordant pas à la salariée le palier adéquat de son statut de journaliste grand reporter.

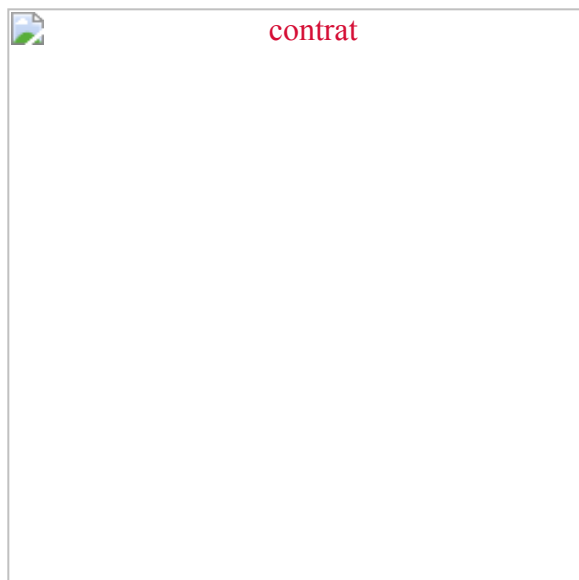
Lire

Propriété intellectuelle

Catalogues d'œuvres d'art : la contrefaçon de marque

La reproduction de catalogues d'œuvres d'art sans l'autorisation de l'éditeur constitue une contrefaçon.

Lire



Affaire Jeff Koons / Centre pompidou



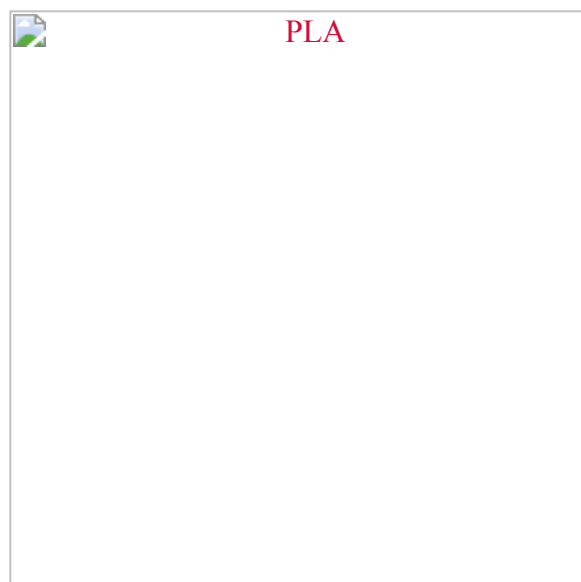
L'adaptation, sous forme de sculpture, d'une photographie, suppose l'autorisation de l'auteur photographe. En matière de contrefaçon, la bonne foi est inopérante, y compris celle de l'éditeur du catalogue d'une exposition.

Lire

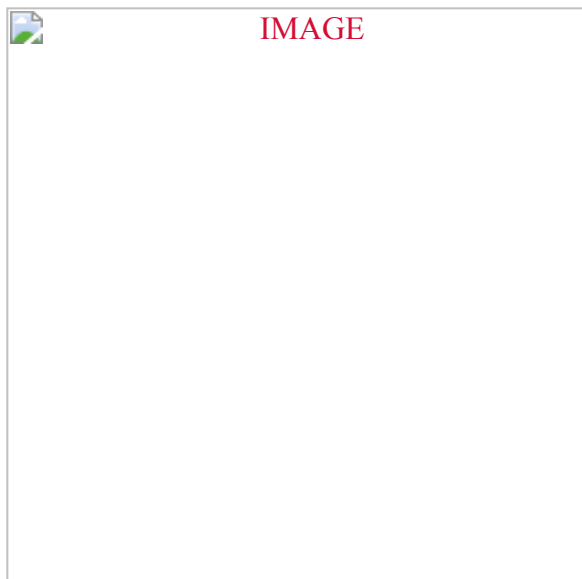
Copropriété des inventions publiques

Le Décret n° 2020-24 du 13 janvier 2020 a défini les règles de gestion de la copropriété sur les résultats de recherche / inventions publiques. Le décret concerne la gestion de la copropriété entre personnes publiques investies d'une mission de recherche d'une ou plusieurs inventions, connaissances techniques, logiciels, bases de données protégeables et savoir-faire protégés. Sont concernés toutes les invention

Lire



Vente des œuvres de l'Hôtel Lutetia : droit d'opposition de l'artiste



En matière de vente d'œuvres d'art, les parties sont libres de stipuler un droit de regard, voir un droit de veto de l'artiste, sur la revente de ses œuvres. Les parties peuvent prévoir une simple information de l'artiste ou une autorisation exprès avant revente.

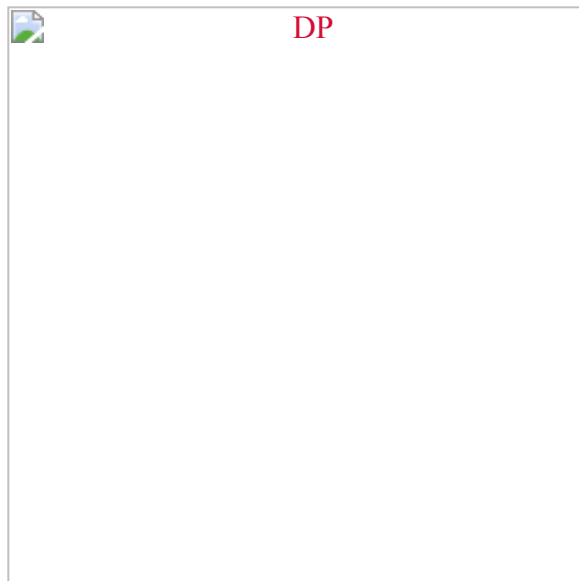
Lire

Publicité | Marketing

Image publicitaire des personnalités : obligation de conseil renforcée

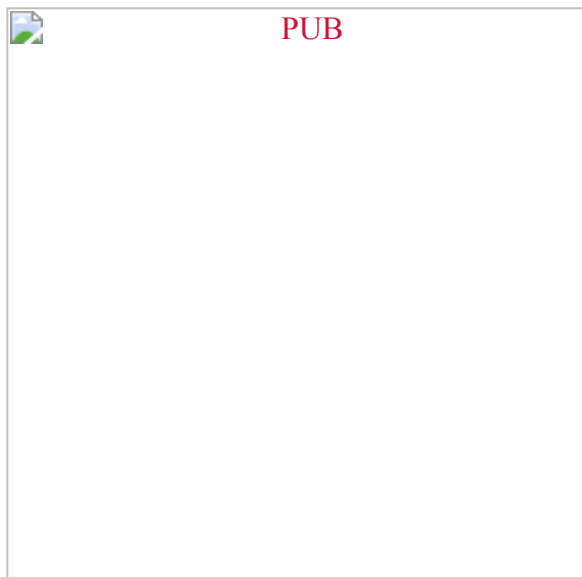
Thématique : Publicité | Marketing

En présence de multiples contrats de gestion de l'image publicitaire d'une personnalité, l'avocat est soumis à une obligation de conseil renforcé vis-à-vis des parties (cédant et cessionnaire). Du fait de l'insuffisance fautive de conseil et d'information de l'avocate, le cessionnaire a signé un contrat aux contours mal définis, ce qui a considérablement majoré le risque pour lui d'être entraîné dans des contentieux



Lire

Affichage publicitaire : l'Abus de droit



Thématique : Affichage publicitaire,
Publicité | Marketing

Il est frauduleux et passible de concurrence déloyale, le fait de masquer même partiellement l'emplacement d'un confrère (installateur de panneau publicitaire) préalablement installé et ce même si l'on dispose de l'antériorité de location.

Lire

Directeur de publicité : périmètre de la clause d'exclusivité

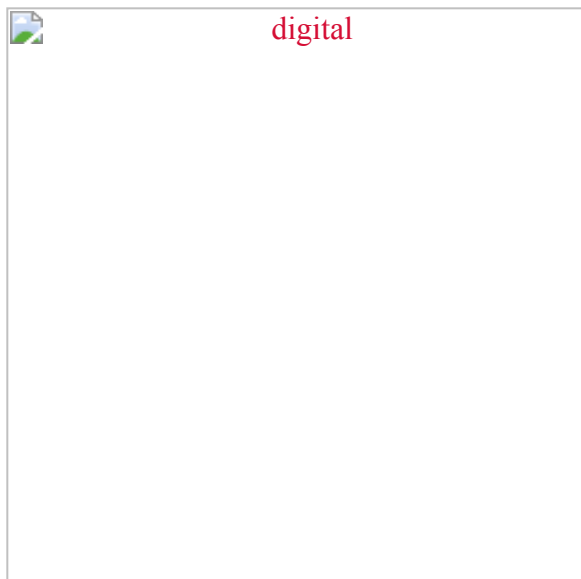
Thématique : Publicité | Marketing

Vous êtes directeur de publicité de revue et cumuler plusieurs fonctions ? Attention à bien vérifier votre contrat de travail, le risque de licenciement pour déloyauté est réel.

Lire



Avis de clients des professions réglementées : risque maximal



Thématique : Publicité | Marketing,
Secteurs réglementés

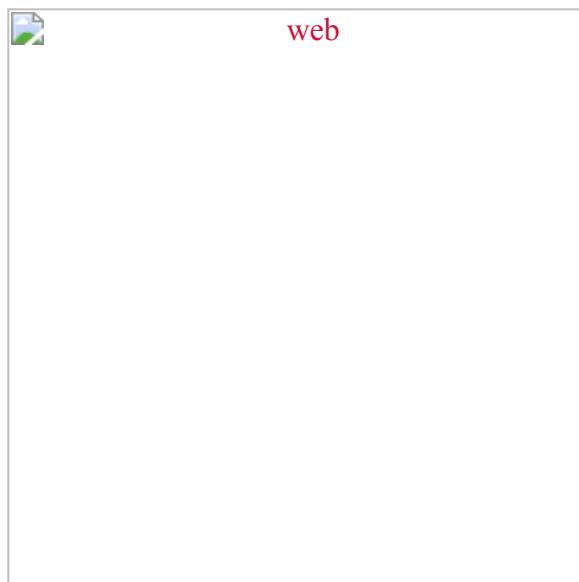
Le site internet des chirurgiens-dentistes doit impérativement respecter les dispositions de l'article R. 4127-216 du code de la santé publique, la publication d'avis de clients satisfaits n'est pas autorisée. a publication de ces avis écrits par des patients traduit la méconnaissance de l'obligation de secret professionnel.

Lire

Numérique | E-commerce

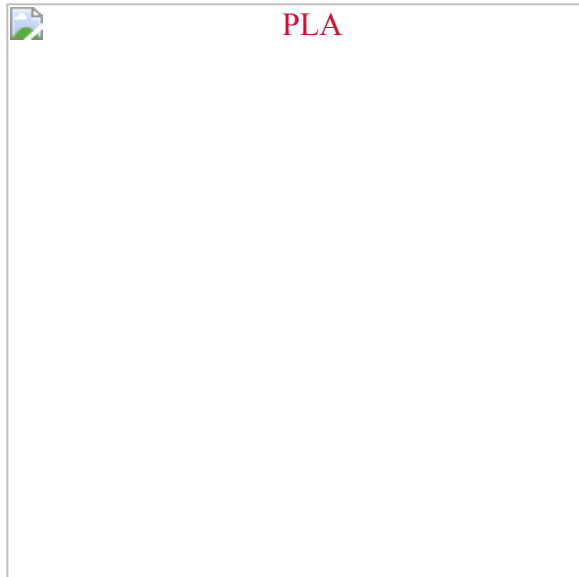
Snapchat obscène au travail : licenciement pour faute

Un salarié embauché en qualité de téléconseiller, s'est vu notifier un avertissement lui rappelant qu'il était interdit de noter des informations personnelles et des jugements de valeur dans les dossiers, ce type de mention pouvant amener à des sanctions de l'entreprise par la CNIL. L'avertissement mentionnait aussi des remarques sur la manière considérée comme non professionnelle dont il a mené une conversation téléphonique avec une cliente.



Lire

Abus de l'internet au travail : licenciement validé



L'usage abusif de l'internet à des fins personnelles pendant les heures de travail peut être sanctionné par un licenciement pour faute.

Lire

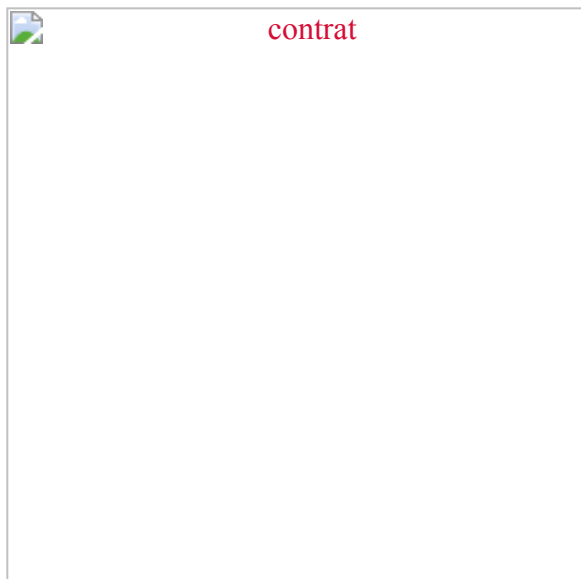
Chauffeurs Uber : le contrat de travail exclu

Au sens de l'article L. 8221-6 du code du travail, sont présumés ne pas être liés avec le donneur d'ordre par un contrat de travail dans l'exécution de l'activité donnant lieu à immatriculation ou inscription

Lire



Disque dur personnel au travail : suspicieux et risqué



Amener son disque dur personnel sur son lieu de travail et refuser de répondre à l'employeur qui interroge le salarié sur sa finalité expose à un avertissement pour insubordination. Un employeur n'ayant pu savoir exactement ce que son employeur (ingénieur SYNTEC) était réellement en train d'enregistrer faute d'avoir pu vérifier

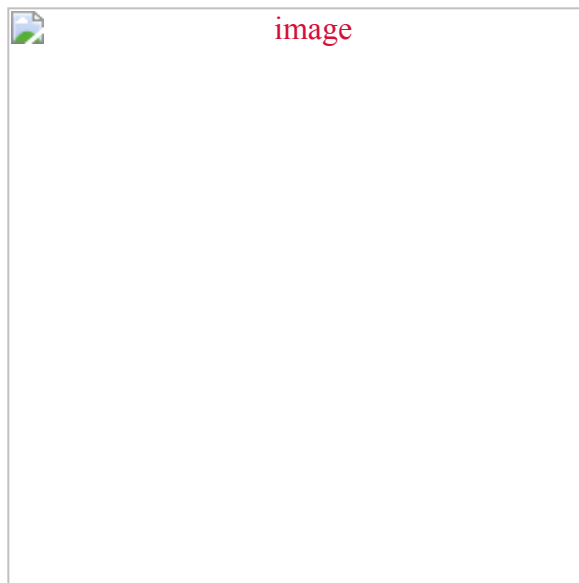
Lire

Image | Photographie

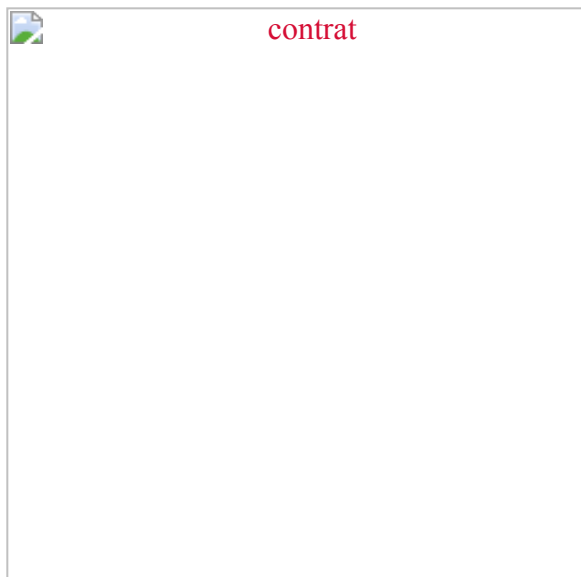
Vidéosurveillance au travail : affaire La Brioche dorée

L'employeur est en droit de prouver le vol par l'un de ses salariés, par la présentation d'images de vidéosurveillance dès lors que le système a parfaitement été déclaré à la CNIL.

Lire



Preuve par images de vidéoprotection



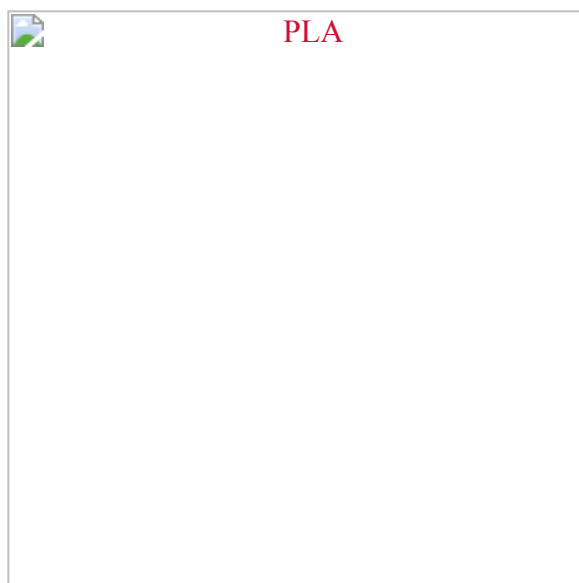
Les images produites par une société, issues de son système de vidéosurveillance sont opposables au salarié et établissent en l'espèce, la réalité d'actes de tabagisme sur le lieu de travail. Il appartenait à l'employeur de sanctionner ce comportement dans le cadre de son obligation de sécurité.

Lire

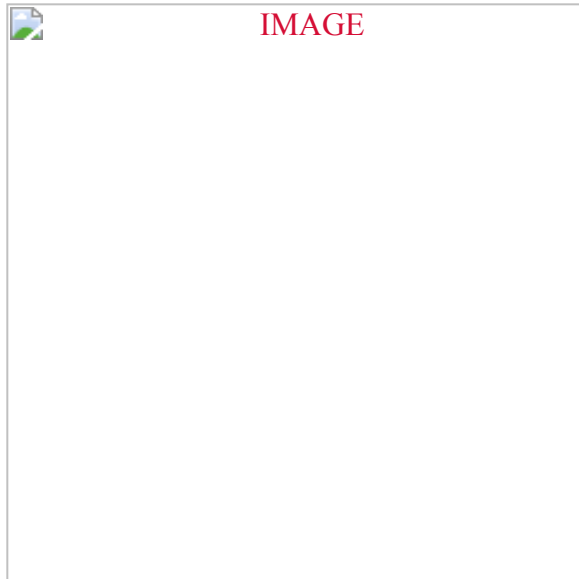
Image des œuvres architecturales

Il est vivement conseillé aux porteurs de projets de déposer leur travail (enveloppe Soleau, dépôt d'huissier) avant de le présenter aux cessionnaires afin de fixer la date et la nature de leur création en cas de litige de contrefaçon. La protection des œuvres en cause reste conditionnée à la preuve de leur originalité.

Lire



Droit à l'image des chefs étoilés



Le caractère public d'un lieu n'implique pour ceux qui s'y trouvent aucune renonciation à leurs droits au respect de leur vie privée ou à leur droit à l'image.

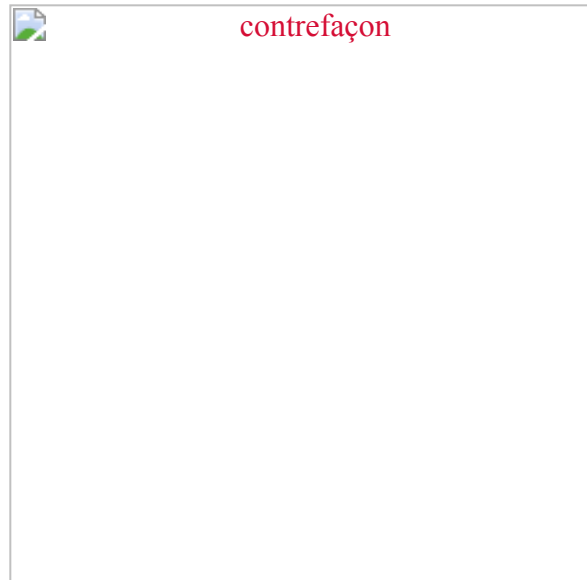
Lire

Données personnelles | RGDP

Données personnelles des personnes incarcérées

Les personnes incarcérées disposent bien d'un droit d'accès (mais non d'opposition) aux informations nominatives les concernant. Ce droit d'accès s'exerce dans des conditions très encadrées.

Lire



Consommateurs | Consommation

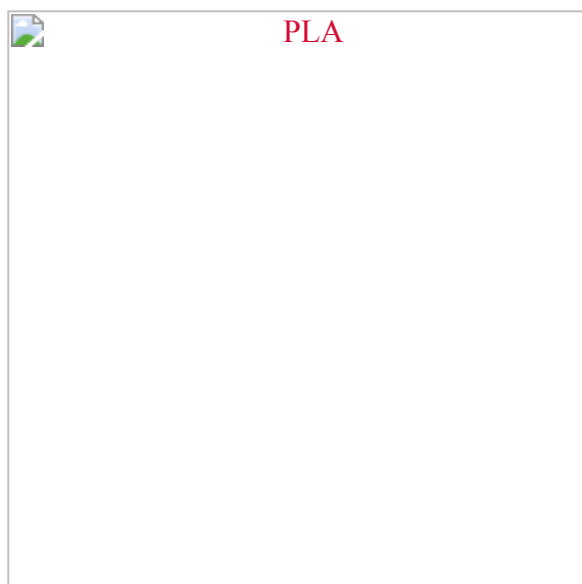
Devis et droit à l'information du consommateur

Un consommateur qui n'est pas parfaitement informé du coût des réparations de son véhicule est en droit de ne pas payer le garagiste.

Lire



Opposer une clause limitative de responsabilité à un consommateur



La clause ayant pour objet de supprimer ou de réduire le droit à réparation du préjudice subi par le consommateur en cas de manquement du professionnel à l'une de ses obligations est présumée abusive de manière irréfragable. Il en va ainsi notamment pour les clauses de limitation de valeur (article R. 132-1, 6°, devenu R. 212-1, 6° du code de la consommation).

Lire

Cost Killing : une prestation de conseil juridique

Les prestations de réductions de coûts dans le domaine des charges sociales, des taxes assises sur les salaires, de tout crédit d'impôt portant sur des postes sociaux et de tous autres axes de recherche liés à ce domaine, relèvent bien du conseil juridique.

Lire



Contrats à Télécharger

Contrat de Conseil en Création d'Entreprise

Modèle de Contrat de Conseil en Création d'Entreprise à Télécharger. Après une présentation des services du Prestataire, le Client a sélectionné ce dernier pour assurer une mission d'accompagnement à la création d'une entreprise. Le Prestataire dispose d'un niveau d'expertise et de qualification qui s'accompagne d'une importante autonomie pour mener à bien ses missions. Le Prestataire dispose de compétences professionnelles dans ...

Lire

Licence de fabrication et de distribution de produits

Licence de fabrication et de distribution de produits à télécharger. Les Parties conviennent que les clauses du présent Contrat y compris ses annexes, expriment l'intégralité de l'accord intervenu entre elles, et remplacent toutes propositions écrites ou orales et toute autre communication entre les parties ayant trait au contenu des présentes. Sont constitutifs du Contrat liant les Parties à l'exclusion de ...

Lire

Requête au juge des tutelles | Mesure de protection

Modèle de Requête au juge des tutelles aux fins d'instaurer une mesure de protection. Toute personne dans l'impossibilité de pourvoir seule à ses intérêts en raison d'une altération, médicalement constatée, soit de ses facultés mentales, soit de ses facultés corporelles de nature à empêcher l'expression de sa volonté peut bénéficier d'une mesure de protection juridique. La mesure est destinée à la protection ...

Lire

[Unsubscribe](#) | [Manage subscription](#)

ACTOBA | 4 rue Froissart 75003 PARIS 01.44.01.52.51

Questions / Réponses juridiques de la semaine